

SOLIDARITÉ



FOCUS

Personnes sur la route de l'exil



SUISSE
SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



Felix Gnehm
Directeur de Solidar Suisse

**CHÈRE LECTRICE,
CHER LECTEUR**

108 millions de personnes ont dû quitter leur foyer l'an dernier. Elles ont fui les chars d'assaut, les bombes, les menaces de mort, les champs minés, asséchés ou inondés, n'emportant généralement avec elles que quelques maigres objets personnels.

Et le destin n'est pas tendre avec les personnes en quête de protection et d'un avenir meilleur, qui se retrouvent souvent bloquées aux frontières avec des enfants en bas âge, par des températures glaciales. Elles attendent alors qu'un pays soit disposé à ouvrir ses frontières et une société étrangère à les accueillir.

Nombre de ces personnes sont originaires de pays où Solidar Suisse intervient. Les chiffres sont saisissants : 11 millions de personnes déplacées depuis l'Ukraine, plus de 3 millions depuis l'Afghanistan, 2 millions à l'intérieur du Burkina Faso, 1 million depuis le Myanmar, 850 000 au Mozambique.

En écrivant ces lignes, je pense à deux membres de notre équipe des finances, qui s'affairent à côté de moi. Yuliya Chepelyeva vient d'Altchevsk, près de Louhansk. Elle a fui l'occupation russe pour Kiev en 2014. Aussi inconcevable que ce soit, Yuliya a de nouveau été déplacée en 2022, cette fois avec toute sa famille, et le destin l'a conduite en Suisse. Mahmood Shafaq travaillait quant à lui pour le bureau de coopération suisse à Kaboul. Quand les talibans se sont emparés du pouvoir, il a dû fuir à la hâte avec sa famille, dont deux enfants en bas âge et un bébé de deux mois.

Je suis très heureux de les savoir l'un comme l'autre auprès de nous, en sécurité, deux maillons aujourd'hui indispensables à l'équipe de Solidar. Merci, Yuliya et Mahmood, pour votre important engagement qui nous permet d'accompagner et de soutenir de nombreuses autres personnes réfugiées.

Felix Gnehm

SOMMAIRE

04



Focus – Personnes sur la route de l'exil

- 04 L'exil : une route parsemée de risques et à l'issue incertaine pour se protéger des conflits et des catastrophes.
- 08 Depuis plus de six ans, des Rohingya ayant fui le Myanmar vivent dans les camps surpeuplés du Bangladesh, sans aucune solution en vue.
- 09 C'est généralement la pauvreté qui pousse les personnes migrantes d'Amérique centrale à entreprendre le périlleux voyage vers les États-Unis.
- 10 Au Burkina Faso, Solidar Suisse soutient tant les personnes déplacées à l'intérieur du pays que les communautés qui les accueillent.
- 11 À Bihać, en Bosnie, des personnes réfugiées attendent de pouvoir traverser la frontière vers l'UE dans des logements improvisés.
- 12 Benafsha Efaf s'est réfugiée en Suisse six semaines après la prise de pouvoir des talibans. Comment a-t-elle vécu son arrivée ?

13 À chaud

17 Chronique

18 Sudoku et Revue de presse

19 Ensemble et Impressum

20 Pétition *ck Friday**



14 Un œil sur

Un rapport de Solidar Suisse révèle les conditions inhumaines dans lesquelles les produits électroniques proposés dans le commerce suisse sont fabriqués.

Trente ans de Solidar Suisse en Bolivie : une collaboration aux effets durables sur la société.



16 Le défi

Sur fond de guerre, Svitlana Dubyna, directrice de l'organisation partenaire ukrainienne de Solidar VIS, s'engage contre la violence et la discrimination fondées sur le genre.

FOCUS - PERSONNES SUR LA ROUTE DE L'EXIL





SOS Humanity lors du sauvetage de personnes réfugiées en détresse en mer Méditerranée.

De plus en plus de personnes prennent la route de l'exil – à l'intérieur de leur pays, par la frontière la plus proche ou pour un périple de plusieurs mois sur d'autres continents –, parsemée de risques et à l'issue incertaine. Solidar Suisse leur offre une protection et soutient les populations qui les accueillent afin de favoriser une cohabitation digne et pacifique.

PROTECTION POUR LES PERSONNES EN EXIL

Texte : Vera Haag Arbenz, responsable de l'aide humanitaire, photos : Max Cavallari et Katya Moskalyuk, vignette : Steve Sack

Selon le HCR, 108 millions de personnes ont pris la route de l'exil l'an dernier, soit 19 millions de plus qu'en 2021. Une hausse qui s'explique principalement par la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine, mais également par d'autres foyers de conflit et de crise, comme en Syrie, en Afghanistan ou dans la région du Sahel. Requérantes d'asile, déplacées à l'intérieur de leur pays ou autres, ces personnes avaient besoin d'une protection internationale après avoir été chassées de chez elles par la guerre, le conflit, les violations de droits humains, la pauvreté ou les conséquences de la crise climatique. Environ 70% ont trouvé refuge dans un pays voisin du leur, par exemple au Bangladesh, au Pakistan ou en Turquie.

Un exil risqué à l'issue incertaine

S'il existe de multiples raisons pour lesquelles des personnes décident de s'exiler, quitte à s'exposer à des risques tels que la violence, la faim, l'exploitation,



voire la mort, elles n'ont pas toutes les mêmes chances d'être accueillies dans leur pays de destination. La Convention de Genève relative au statut des réfugiés accorde une protection à toute personne persécutée dans son pays du fait de « sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques », ou qui craint à raison une telle persécution. Il existe dans ce cas un droit absolu d'entrée et de séjour dans un pays sûr. Les personnes qui ne sont pas persécutées, mais s'exposeraient à de graves conséquences en cas de retour, par exemple en raison d'une guerre ou d'un conflit, bénéficient d'une protection internationale au titre du « principe de non-refoulement » et de nombreux pays reconnaissent leur besoin de protection en leur accordant le statut de personne réfugiée ou autre. En Suisse, elles sont uniquement admises à titre provisoire.

Motifs d'exil propres aux femmes

En bien des endroits, des menaces supplémentaires telles que le mariage forcé, la mutilation génitale, la violence au nom de l'honneur, les agressions sexuelles et les violences conjugales pèsent sur les femmes et les filles et les poussent à l'exil.

Si le droit suisse en matière d'asile impose aux autorités de tenir compte des motifs d'exil propres

aux femmes, la persécution fondée sur le genre ou l'orientation sexuelle est toutefois trop peu prise en considération dans la pratique. Souvent, les récits des femmes concernées, marqués par des expériences traumatisantes, sont écartés car jugés peu vraisemblables. Là aussi, il est grand temps d'agir en Suisse.

Une situation aggravée par la crise climatique

La crise climatique, qui se manifeste par des phénomènes météorologiques extrêmes tels qu'inondations, sécheresses persistantes, canicules ou tempêtes dans de nombreux pays du Sud, pousse aussi de plus en plus de gens à l'exil. Les changements climatiques peuvent entraîner une raréfaction des ressources, en particulier de l'eau et des terres arables, conduisant à l'insécurité économique et au chômage. Les tensions politiques, ethniques ou religieuses existantes peuvent s'en voir exacerbées. Parfois, la réponse que les gouvernements apportent aux défis posés par la crise climatique est elle aussi source de conflits. De plus en plus de personnes sont ainsi forcées de quitter leur foyer parce qu'elles ont été victimes de catastrophes naturelles ou ont perdu leurs moyens de subsistance à cause du changement de conditions climatiques. Ces « réfugié·e·s climatiques » cherchent souvent une protection dans les pays voisins, ce qui peut encore

Dans un «safe space» de l'organisation partenaire de Solidar Vostock in Khust, dans l'ouest de l'Ukraine, des femmes et des filles nouent des liens et acquièrent de nouvelles compétences professionnelles.

intensifier la pression sur des ressources déjà maigres. Selon l'Observatoire des situations de déplacement interne, 32,6 millions de personnes ont dû s'exiler à la suite de phénomènes naturels en 2022.

Une dangereuse politique du cloisonnement

La route de l'exil est elle aussi faite de nombreux dangers. Outre les risques liés au manque d'eau, à la faim et aux maladies, les personnes concernées sont vulnérables aux agressions. Trop souvent, elles deviennent aussi victimes de l'esclavage moderne sous la forme de travail forcé, de prostitution forcée ou de traite des êtres humains. Faute de routes migratoires légales vers l'Europe, elles prennent des risques immenses.

Alors que le nombre de personnes contraintes à l'exil ne cesse d'augmenter, l'Europe se barricade, poussant les personnes en quête de protection vers des voies migratoires sans cesse plus périlleuses. La question de la migration et de l'exil n'a donc rien perdu de son actualité. En septembre, plus de 10 000 personnes réfugiées sont arrivées à Lampedusa par la mer.

L'Organisation internationale pour les migrations estime à plus de 28 000 le nombre de personnes ayant péri sur des embarcations impropres à la navigation entre la Libye, la Tunisie, l'Italie et Malte depuis 2014. Et le chiffre réel est encore bien plus élevé. Voilà pourquoi Solidar Suisse aide SOS Humanity à sauver des êtres humains de la noyade (voir page 13).

Les pushbacks consistant à empêcher les personnes réfugiées d'entrer dans l'UE par la force au mépris du droit international sont en outre monnaie courante aux frontières extérieures de l'UE, sur la terre ferme comme en mer.

Solidar soutient les personnes en exil

En Bosnie-Herzégovine, Solidar Suisse offre aux personnes réfugiées des bons alimentaires et un suivi psychosocial leur permettant d'acheter le minimum vital et de mieux s'accommoder de l'incertitude de leur situation.

En Roumanie aussi, nous avons commencé à offrir de l'argent, des bons alimentaires et un suivi psychosocial aux personnes réfugiées d'Ukraine dès le début de la guerre. En Ukraine, nous soutenons les personnes déplacées depuis l'est du pays, en

particulier les femmes et les enfants, avec des dons d'argent et un suivi psychosocial (voir page 16). Au Bangladesh, nous tâchons d'améliorer la situation des Rohingya ayant dû fuir le Myanmar en 2017 (voir page 8). Au Burkina Faso, nous consolidons les localités rurales exposées aux chocs climatiques et qui accueillent de plus en plus de personnes déplacées à l'intérieur du pays à la suite des tensions en matière de sécurité (voir page 10). Au Pakistan, les personnes réfugiées afghanes et les familles qui les hébergent reçoivent des vivres et d'autres biens essentiels. Enfin, après le terrible séisme ayant secoué la Turquie, nous avons offert de la nourriture et d'autres biens de première nécessité à des personnes ayant fui la Syrie.

Un travail multidimensionnel

La thématique de l'exil nous occupe aussi de multiples autres manières dans le cadre de notre travail. Nous veillons à assurer la coordination et la complémentarité de l'aide humanitaire et de la coopération au développement. Dans le cadre de la coopération à plus long terme, nous agissons sur les conditions économiques, sociales et politiques qui permettent une vie digne. L'objectif ici n'est pas de faire en sorte que chaque individu reste toute sa vie à l'endroit où il est né, mais bien de lui permettre de construire sa vie comme il l'entend, en prenant ses propres décisions.

Les guerres, les conflits, la pauvreté et le changement climatique continueront de pousser des personnes sur la route de l'exil dans les années à venir. Par notre travail, nous aidons ces personnes à répondre à leurs besoins fondamentaux et renforçons leurs droits. Nous promovons une cohabitation pacifique entre personnes réfugiées et population locale, même quand les ressources sont limitées.

«On l'a ramené pour que les gens s'intéressent à ce qui nous arrive.»



UNE CRISE OUBLIÉE

Depuis plus de six ans déjà, des Rohingya ayant fui le Myanmar vivent dans les camps surpeuplés au Bangladesh, sans qu'aucune solution à leur situation précaire se dessine.

Texte : Sabrina Mayoufi, responsable du programme Aide humanitaire, photo : Solidar Suisse



Farida Begum fabrique des filets de pêche pour s'en sortir financièrement.

Avec 40 000 personnes au km², les camps de Cox's Bazar sont l'un des lieux les plus surpeuplés de la planète. « Près d'un million de Rohingya s'entassent ici. Leurs enfants ont à peine accès à l'école, travailler leur est interdit, et pour quitter le camp, il leur faut une autorisation de la direction », explique Muhammad Amanullah, coordinateur pays de Solidar. « Sans parler des cyclones qui balayent régulièrement la région et des incendies qui éclatent les uns après les autres. 16 000 personnes réfugiées ont par exemple été touchées au mois de mars. » Et tout espoir de solution semble vain : au Myanmar, les Rohingya

retrouveraient la même violence que celle qu'ils ont fui, et la situation dans les camps continue de se dégrader.

Faim et désespoir

La situation des Rohingya a rejoint la liste des crises oubliées. Cette année, le Programme alimentaire mondial de l'ONU a ainsi dû réduire à deux reprises la ration alimentaire mensuelle faute de financement, la faisant passer de 12 à 10 dollars en mars, puis à 8 en juin, soit 0,27 dollar par jour et par personne. Seul un quart de la somme jugée nécessaire par le HCR avait été fourni en juin. Résultat, les personnes dépendant de l'aide alimentaire en raison de l'interdiction de travailler ont faim, les maladies sévissent, le désespoir enfle. Le nombre de personnes qui ont pris la mer sur des embarcations de fortune a plus que triplé depuis le début de l'année. Beaucoup se sont noyées en haute mer, d'autres sont tombées aux mains des trafiquants d'êtres humains.

Il faut une solution durable

« Les Rohingya ne peuvent pas continuer de vivre dans ces conditions », affirme Muhammad Amanullah. « Il est temps de leur permettre de créer des liens sociaux au Bangladesh. »

Solidar a déjà soutenu plus de 100 000 personnes à Cox's Bazar, notamment en leur offrant un logement, du matériel anti-incendie et des ustensiles de cuisine et en aménageant des potagers pour les aider à subvenir à leurs besoins. L'une d'elles est Farida Begum, qui a fui le Myanmar en 2017 quand sa maison a été réduite en cendres et sa sœur assassinée. Après s'être formée, elle fabrique des filets de pêche qu'elle réussit parfois à vendre. « Je peux alors me procurer quelque chose à manger », raconte cette femme de 57 ans. « J'ai aussi reçu des semences et je cultive ainsi des pommes de terre, des papayes et des potirons dans mon petit jardin pour me nourrir. »

Muhammad Amanullah regrette que les possibilités de soutien soient si limitées. « Tout ce que nous pouvons faire, c'est essayer d'améliorer les conditions de vie de ces personnes, alors que ce dont elles ont vraiment besoin, c'est d'une solution durable et de pouvoir subvenir à leurs besoins. »



Votre don est crucial

Avec 53 francs, une personne reçoit du matériel pour produire son compost biologique et ainsi ouvrir un commerce de compost. 89 francs permettent d'acheter des semences et des plants pour démarrer une culture maraîchère. Avec 122 francs, une personne peut obtenir le matériel nécessaire à la fabrication de filets de pêche et ainsi ouvrir son propre magasin.

RISQUER SA VIE POUR FUIR LE DÉSESPOIR

Dans la très grande majorité des cas, c'est la pauvreté qui pousse les personnes migrantes d'Amérique centrale à entreprendre le périlleux voyage vers les États-Unis.

Texte : Katja Schurter, rédactrice de Solidarité, photo : Solidar Suisse

Au Salvador, au Guatemala et au Honduras, un flot incessant d'effroyables nouvelles annoncent que des personnes sont mortes en tentant de rejoindre les États-Unis. Elles sont déjà des milliers. La population d'Amérique centrale connaît l'existence des murs anciens et nouveaux, tels que le mur flottant sur le Rio Bravo. Elle a vu les vidéos des chasseurs de migrant-e-s sur YouTube. Des millions de dollars sont dépensés pour empêcher la migration dite « irrégulière ». Et pourtant, en 2022, elles étaient déjà 4 millions de personnes à avoir pris la route.

Des possibilités légales quasi inexistantes

En 2021, le Programme alimentaire mondial a interrogé 5000 ménages du Salvador, du Guatemala et du Honduras sur le sujet de la migration. 92 % des personnes interrogées ont affirmé entreprendre ce périlleux voyage à cause de la pauvreté, la grande majorité en direction des États-Unis. Elles y cherchent du travail et un revenu pour subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur famille restée au pays. Plus de deux tiers sont des hommes. Beaucoup de femmes restent donc seules avec leurs enfants, sans savoir si le père arrivera à destination et assumera sa responsabilité financière à leur égard.

Plus de la moitié paient des passeur-se-s, un cinquième prennent la route par leurs propres

moyens. Leurs familles ont vendu ou mis en gage presque toutes leurs possessions pour réunir les 11 milliards de dollars dépensés ces cinq dernières années pour l'exil vers le nord. Mais pour beaucoup, l'espoir que cet investissement les sorte de la pauvreté se brise rapidement : 13 % seulement des personnes restées au pays disent que leur situation s'est améliorée depuis que leur proche a émigré. Pour une bonne moitié, elle est restée inchangée et pour près d'un tiers, elle s'est même dégradée. Et ce, alors même que l'argent envoyé par les personnes migrantes représente entre 19 et 26 % du produit intérieur brut dans les trois pays.

Des espoirs anéantis

En d'autres termes, alors que des familles pauvres investissent énormément dans la migration avec l'espoir d'échapper à la pauvreté, l'entreprise est en réalité très risquée. Si certain-e-s trouvent un travail et peuvent envoyer de l'argent au pays, pour d'autres, les choses empirent encore. Cette détérioration peut n'être que temporaire et s'inverser une fois les dettes remboursées, mais elle peut aussi s'ancrer dans la durée, par exemple quand la personne ayant émigré meurt sur la route de l'exil, est victime d'un handicap permanent ou décide, une fois arrivée à destination, d'oublier le « fardeau de la responsabilité » à l'égard de sa famille restée au pays.

Dans les trois pays, les organisations partenaires de Solidar Suisse sont confrontées aux conséquences de la migration forcée sur le tissu social. Elles font face au défi d'offrir une réponse pertinente et appropriée aux problèmes sur place. Au moyen de formations et d'aides au démarrage, elles aident les jeunes à fonder de petites entreprises et à poser les bases d'une nouvelle vie, ce qui leur ouvre des perspectives et une autre voie que celle du périlleux voyage vers le Nord.

Des jeunes au Salvador lors d'une formation pour créer un service de restauration.



VIVRE ENSEMBLE MALGRÉ DES CONDITIONS DIFFICILES

Au Burkina Faso, Solidar Suisse aide tant les personnes déplacées à l'intérieur du pays que les communautés qui les accueillent à assurer leurs moyens de subsistance.

Texte et photo : Sébatou Nabaloum, responsable de la communication, et Blaise Some, responsable de projet au Burkina Faso



Safoura Ouermi frit des beignets qu'elle vend sur le marché.

« J'ai dû fuir avec ma famille et tout laisser derrière moi », raconte Safoura Ouermi, mère de quatre enfants et originaire de Titao, une localité du nord du Burkina Faso proche de la frontière avec le Mali.

La crise sécuritaire a déplacé 2 millions de personnes comme Safoura Ouermi à l'intérieur du Burkina Faso, plongeant un grand nombre d'agriculteurs-trices dans la pauvreté et engendrant une crise alimentaire dans un pays où près de 85 % de la population vit de l'agriculture.

Le projet RESICOM de Solidar soutient tant les personnes déplacées que la population locale, pour leur permettre d'accroître leur production, de disposer de possibilités de travail et de mieux se comprendre. Solidar Suisse gère le projet aux côtés de SOS Sahel International Burkina Faso et de deux organisations partenaires locales sur le mandat de l'ambassade royale du Danemark.

De meilleures méthodes de production

Safoura Ouermi a elle aussi été formée aux techniques de production. Elle a reçu une parcelle pour cultiver un potager, ainsi que des outils et des semences. « Je faisais et vendais mes beignets moi-même à Titao. Ce projet m'a permis de reprendre la production », explique-t-elle, le visage radieux.

Grâce au modeste revenu complémentaire qu'elle tire de la vente de beignets sur le marché, elle met un peu d'argent de côté en cas d'imprévu. « Avec ce que je gagne, je contribue à l'alimentation, aux soins de santé et à l'éducation de mes enfants », dit-elle fièrement. Elle a également reçu deux moutons pour se lancer, avec son époux, dans l'élevage ovin. Safoura Ouermi a été bien accueillie dans son nouveau lieu de vie. « Je suis contente et je veux me construire une nouvelle vie. Ma famille s'épanouit ici grâce à la solidarité des gens », affirme-t-elle.

Formations et possibilités de travail

Lancé il y a deux ans, le projet entend atteindre 10 000 familles menacées par la pauvreté, dont 2000 déplacées internes. Un soutien est aussi apporté aux agriculteurs-trices locaux-les pour leur permettre de régénérer les sols épuisés et ne pas sombrer dans la misère à cause du changement climatique, sans autre choix que de vendre leurs réserves, leurs animaux ou leurs terres et donc de détruire leurs moyens de subsistance. Le projet favorise ainsi la cohésion sociale, mise en péril par le manque de terres fertiles.

Outre les méthodes d'agriculture durable et la promotion de l'élevage de bétail, nous offrons la possibilité de participer, contre rémunération, à la culture de rizières et de potagers ou à la construction d'entrepôts pour les récoltes, qui contribuent à la sécurité alimentaire. Les femmes et les jeunes en bénéficient particulièrement. En 2022, plus de 1200 personnes ont été formées à des métiers agricoles et ont reçu du bétail et des semences pour démarrer leur production.

Cohésion sociale

Des émissions de radio et des théâtres-forums sont organisés afin de favoriser la compréhension mutuelle entre population locale et personnes déplacées. L'an dernier, une journée des communautés a rassemblé 800 personnes de 17 communautés, qui ont présenté leurs danses, leurs us et coutumes et proposé leurs spécialités culinaires. « Nous avons beaucoup appris sur le mode de vie des différentes communautés », explique Modibo Boly, de la communauté des Peuls. « Cela nous aide à mieux nous comprendre. »

CLOISONNEMENT ET PUSHBACKS

À Bihać, en Bosnie, des personnes réfugiées attendent de pouvoir traverser la frontière vers la Croatie et ainsi d'entrer dans l'UE. Solidar Suisse leur offre des bons alimentaires.

Texte et photo : Emir Fazlovic, responsable du projet à Bihać

C'est de bon matin que je retrouve Zlatan Porobic devant le bureau de notre organisation partenaire, Women from Una, à Bihać. Il vérifie que les bons et les kits d'hygiène sont bien emballés. Entre-temps, je salue Nevzeta Hodzic et Hana Music. Avec Zlatan, elles forment l'équipe mobile qui s'occupe des personnes ayant fui leur pays en quête de protection et d'une vie meilleure et qui sont aujourd'hui bloquées à la frontière bosno-croate. Je les accompagne pour leur tournée du jour.

Inébranlables et désespérés

Nous commençons par un camp de fortune en périphérie de Bihać. De jeunes hommes se pressent dans un logement fait de bâches de plastique. L'un parle anglais et dit être venu d'Afghanistan, comme la majorité d'entre eux. Ces jeunes me donnent l'impression d'être à la fois inébranlables et désespérés. Inébranlables dans leur foi en une vie meilleure de l'autre côté de la frontière toute proche avec la Croatie, ultime grand obstacle avant l'espace Schengen. Désespérés lorsqu'ils repensent à leur contrée lointaine et aux épreuves des derniers mois. Je sais par Zlatan Porobic que son équipe rencontre en permanence des personnes réfugiées refoulées de Croatie en Bosnie-Herzégovine, bien que de tels pushbacks soient illégaux. Des indices clairs montrent en outre que la police croate des frontières brutalise les personnes migrantes et leur prend

leurs maigres objets personnels, chaussures et téléphones portables inclus. « Je me demande comment l'UE arrive à concilier cela avec ses obligations en matière de droits humains », me dit-il.

Il se tourne ensuite vers les jeunes : « Vous avez entendu parler de nos bons ? » Certains hochent la tête, tous en prennent un sans se faire prier. Avec ces bons, ils vont pouvoir acheter de quoi manger et des produits d'hygiène dans les supermarchés locaux. Nevzeta Hodzic découvre trois adolescents de 16 ans tout au plus. Elle les signale à sa collègue, qui organise l'encadrement et la protection des personnes mineures pour UNICEF.

Aider sans paternalisme

Les jeunes nous indiquent d'autres endroits où vivent actuellement des réfugié-e-s : des garages inutilisés, d'anciens bâtiments industriels délabrés. Nous tombons aussi sur des logements vides. Dans certains, des aliments déposés là sont en train de moisir. Une bonne intention qui a manqué son objectif.

Prochaine étape, l'arrêt de bus. Lorsque les personnes réfugiées arrivent en Bosnie-Herzégovine, elles sont généralement hébergées dans les centres d'accueil de Sarajevo avant de poursuivre leur route vers Bihać et la frontière croate. Vingt personnes migrantes descendent du bus qui arrive de Sarajevo. Hana Music leur explique où se trouvent les deux centres d'accueil et à qui elles peuvent s'adresser en cas de problèmes de santé. Les personnes réfugiées, dont des familles avec enfants, ont l'air exténuées. L'équipe mobile leur distribue des bons.

Après une méfiance initiale, les visages s'illuminent. Nous nous mettons en route vers un supermarché. En les observant faire leurs achats, je prends conscience de toute l'importance de pouvoir prendre des décisions autonomes dans des circonstances difficiles. Même si je préférerais les aider à arriver en sécurité dans leur pays de destination.

Zlatan Porobic (centre) explique aux jeunes exilés où ils peuvent utiliser les bons distribués.





Photo : à disposition

« C'EST COMME UNE PRISON »

Benafsha Efaf s'est exilée six semaines après la prise de pouvoir des talibans et vit aujourd'hui en Suisse. Nous avons souhaité savoir comment elle a vécu son accueil ici.

Interview : Katja Schurter, rédactrice de Solidarité

Vous avez fui l'Afghanistan fin septembre 2021, car en tant que collaboratrice de l'ONG Women for Afghan Women WAW, vous figuriez sur la liste noire des talibans. Pourquoi la Suisse ?

Ma famille et moi avons été évacuées vers la frontière tadjike avec 170 autres personnes environ. À Kunduz, les talibans ont débarqué et arrêté presque tous les hommes. Ils les ont toutefois relâchés après les avoir interrogés et nous ont ordonné de rentrer à Kaboul. Nous avons plutôt rejoint Mazar Sharif et attendu trois jours pour prendre un avion vers le Tadjikistan. Il a fallu attendre trois jours de plus à l'aéroport, car beaucoup de pays refusaient de nous laisser entrer à cause du COVID-19. Seule l'Albanie a accepté de nous accueillir en groupe, mais pas de manière définitive. Nous avons alors rejoint l'équipe féminine afghane de cyclisme qui partait pour la Suisse. Ce n'est qu'à notre arrivée ici, deux semaines plus tard, que je

me suis enfin sentie en sécurité. Il m'arrive encore d'avoir peur qu'un homme payé par les talibans me tire dessus.

Votre exil a certainement aussi été très difficile à vivre pour votre fille, 8 ans à l'époque.

Oui. Je n'oublierai jamais son corps secoué de sanglots et tremblant de peur. Elle en fait encore des cauchemars et dit qu'elle hait les talibans.

Vous sentez-vous acceptée et accueillie en tant que personne réfugiée en Suisse ?

Oui, je me sens acceptée, car j'ai le soutien d'Amnesty International. D'autres personnes réfugiées ne sont pas si bien traitées. Mais je me suis déjà sentie discriminée, car les personnes réfugiées, d'Ukraine sont privilégiées. En plus, on n'accepte pas notre façon de nous habiller, le voile par exemple. Et je ne peux pas travailler comme avocate, parce que ma formation n'est pas reconnue.

Que pensez-vous de la situation des personnes exilées en Suisse ?

J'ai rencontré des personnes admises à titre provisoire qui font face à une pression immense. Elles ne peuvent pas travailler et vivent dans une extrême incertitude. Dans le camp pour personnes réfugiées de Zurich, je ne pouvais pas utiliser l'ordinateur ou internet pendant le couvre-feu. J'ai donc accroché un rideau autour de mon lit et travaillé derrière. Le personnel de sécurité est arrivé et a déchiré le rideau que m'avait cousu ma mère. Le centre de transit de Zoug, c'est comme une prison. J'ai vu le personnel demander à une résidente où elle avait trouvé l'argent pour ses nouvelles chaussures. Et quand une collaboratrice d'Amnesty est venue me rendre visite, on m'a demandé comment j'étais entrée en contact avec elle.

Quand les talibans ont pris le pouvoir, WAW n'a plus pu gérer ses refuges pour femmes et une grande partie du personnel a pris la fuite. Comment les personnes qui sont restées s'en sortent-elles ?

Les activités pour les personnes déplacées internes et sans-abri se sont poursuivies, mais WAW n'a presque plus d'employées. Nous avons un plan d'évacuation détaillé et les avons toutes secourues. Beaucoup sont aujourd'hui en Allemagne.

Que devrait faire la Suisse pour soutenir les femmes en Afghanistan ?

Offrir des bourses aux femmes et rompre toutes les relations diplomatiques avec l'Afghanistan. Les talibans doivent être poursuivis devant la Cour pénale internationale. Si la Suisse n'accueille pas de femmes, elle accepte indirectement le sort qui leur est réservé en Afghanistan.



SOLIDAR SUISSE GENÈVE AU FESTIVAL FILMAR

La section genevoise de Solidar Suisse participera au festival Filmar, qui se tiendra à Genève du 17 au 26 novembre 2023. Solidar Suisse Genève sera présente le 23 novembre au Cinélux (Bd de Saint-Georges 8, 1205 Genève) lors de la projection du documentaire « Berta soy yo » (Berta, c'est moi) qui relate la vie de l'activiste et militante hondurienne, Berta Caceres, assassinée chez elle en raison de son engagement en faveur de l'environnement. La diffusion du documentaire sera suivie par une discussion en présence de la réalisatrice, Katia Lara et du directeur de Solidar Suisse, Felix Gnehm. Solidar Suisse Genève participera également à la cérémonie de remise des prix du public qu'elle co-finance, le 26 novembre.
Contact : solidar.geneve@solidar.ch

NE PAS DÉTOURNER LES YEUX QUAND DES ÊTRES HUMAINS SE NOIENT

Plus de 28 000 personnes ont péri en Méditerranée depuis 2014. Les personnes en exil se mettent en danger sur des embarcations impropres à la navigation pour fuir la pauvreté, les conflits, les persécutions et le changement climatique. Calculant froidement que le nombre d'arrivées diminuera, l'Europe les laisse se noyer. Les engagements internationaux sont systématiquement ignorés. Le sauvetage en mer est nécessaire pour remédier aux symptômes tant que la politique n'a pas trouvé de réponse digne et humaine aux questions de migration. Solidar Suisse soutient le navire de sauvetage de SOS Humanity, qui a secouru plus de 1600 personnes au cours des douze derniers mois. solidar.ch/sos-humanity



NON AUX COUPES BUDGÉTAIRES SUR LE DOS DES PAYS DU SUD

À cause de la décision du Parlement d'augmenter les dépenses militaires et d'une interprétation trop stricte du frein à l'endettement, le Conseil fédéral entend économiser dans le domaine de la coopération au développement pour les pays les plus pauvres. Le budget de l'année prochaine doit déjà être revu à la baisse. Mais surtout, il veut allouer à l'Ukraine au moins 1,5 milliard de francs à partir des crédits-cadres pour la coopération internationale 2025/2028, redéfinissant ainsi les priorités dans le domaine. L'Ukraine a besoin de notre aide, mais cela ne peut se faire sur le dos des pays du Sud. La Suisse doit plutôt développer la coopération au développement et établir un budget spécifique pour l'Ukraine.

TRAVAIL INTÉRIMAIRE DANS LES USINES ÉLECTRONIQUES CHINOISES

Bas salaires, heures supplémentaires démesurées, pauses quasi inexistantes : les produits électroniques proposés dans les commerces suisses sont fabriqués dans des conditions inhumaines. Les enseignes doivent prendre davantage leurs responsabilités.

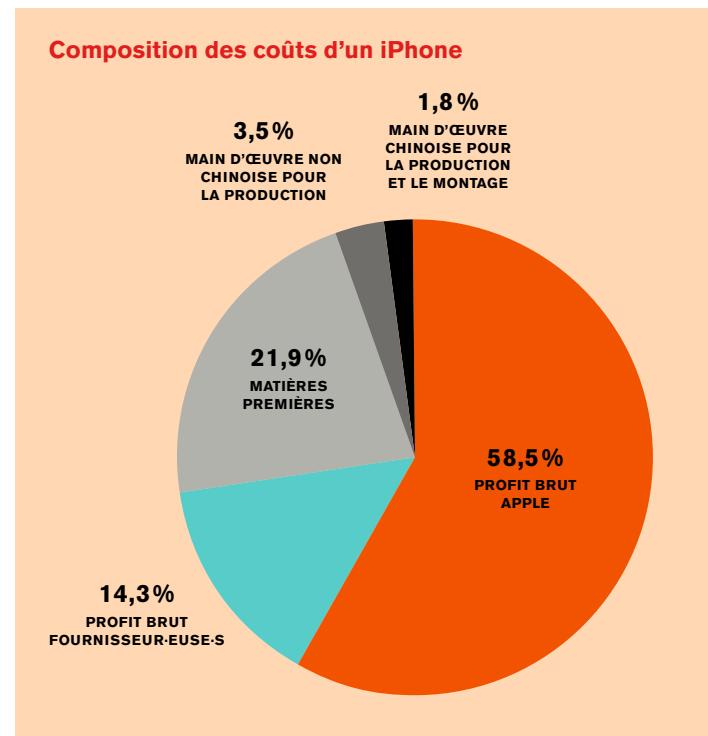
Texte : Christian Eckerlein, responsable de campagne, graphique : Solidar Suisse

« Je recevais dix yuans (1,25 franc) par heure et devais faire des heures supplémentaires tous les jours. Mon salaire a été réduit après trois jours, car je ne remplissais pas les objectifs. (...) J'avais des journées de 14 à 15 heures avec une demi-heure de pause à midi et le soir. Je n'avais pas d'autre choix que de démissionner. Aujourd'hui, je n'ai même plus assez d'argent pour rentrer chez moi. » Voilà le type de témoignages de travailleur·euse·s des chaînes de montage des usines électroniques que l'on peut trouver sur des forums en ligne chinois. Si de grandes marques délocalisent des volets de leur production, comme en Inde ou au Vietnam, la Chine demeure LE centre de la production électronique mondiale : 57 % des smartphones exportés dans le monde et près de la moitié des ordinateurs y sont fabriqués, dans des méga-usines employant jusqu'à 300 000 personnes. Avec la saison des ventes de fin d'année inaugurée par le Black Friday, cela signifie 250 heures ou plus de travail par mois.

Primes élevées, temps de travail exorbitant

Une récente étude menée par China Labor Watch pour Solidar Suisse lève un coin de voile sur la réalité du travail chez différents sous-traitants d'Apple, Samsung, Sony ou Huawei. Si beaucoup des problèmes relevés, comme les bas salaires, les heures supplémentaires extrêmes et l'exploitation des stagiaires, sont bien connus, la nouveauté est que les usines engagent désormais la majorité du personnel sur une base intérimaire – c'est le « gig manufacturing ». Les agences de recrutement attirent la main-d'œuvre avec des primes élevées pour un temps de travail journalier et hebdomadaire exorbitant. Les travailleur·euse·s s'épuisent à la tâche, car si les objectifs ne sont pas remplis, la prime leur échappe. Grâce aux contrats à durée indéterminée, les usines licencient quand les commandes diminuent. Beaucoup partent de leur propre initiative, ne supportant pas les journées de 12 heures et la cadence infernale.

En raison de ces primes, les postes dans les chaînes de montage sont parfois très prisés. Elles s'inscrivent pourtant dans un régime de travail dicté par les fluctuations du marché mondial de l'électro-



nique, dont l'unique objectif est de tirer de la main-d'œuvre une productivité maximale pour un coût minimal.

Pétition aux commerçants de l'électronique

L'électronique grand public domine chez nous les ventes de fin d'année. Solidar Suisse a interrogé les plus grandes enseignes suisses d'électronique sur les conditions de fabrication des produits proposés, car il est souvent vain de chercher une quelconque indication de critères sociaux ou écologiques. Notre enquête montre que le chemin est encore long. Rares sont les entreprises qui disposent de directives quant aux problématiques de la chaîne d'approvisionnement électronique, et lorsqu'elles en ont, il est impossible de vérifier si elles sont respectées.

Nous lançons ainsi une pétition appelant Digitec, Microspot, Brack, etc., à prendre leurs responsabilités. Ces entreprises doivent faire plus pour que les produits électroniques inclus dans leur offre soient fabriqués dans des conditions dignes. Lisez le rapport et signez la pétition ! solidar.ch/fr/blackfriday

SOLIDAR SUIZA EN BOLIVIE : UN ENGAGEMENT DE TROIS DÉCENNIES

À l'occasion des 30 ans de présence de Solidar Suisse en Bolivie, une petite équipe de l'organisation, comprenant le président Carlo Sommaruga, s'est rendue sur place au mois de juillet afin d'éprouver de manière concrète le travail qui s'effectue au quotidien et son impact durable sur la société depuis 1993.

Texte : Sylvie Kipfer, communication Suisse romande, photo : Solidar Suisse

Poser le pied sur le sol bolivien en tant que Solidar, c'est être accueilli par Martin Pérez, représentant pays en Bolivie, qui trépigne déjà d'impatience à l'idée de nous offrir un plongeon dans les différents projets. Pour la visite, il est nécessaire de parcourir des kilomètres, car les projets prennent racine dans 182 municipalités des neuf départements du pays. À Sacaba par exemple, dans le département de Cochabamba, l'accueil réservé à l'équipe par les autorités locales donne un avant-goût du travail de Solidar Suiza. Le maire est ravi d'expliquer ce qui est entrepris au sein de sa municipalité, des réseaux de jeunes enthousiastes exposent les difficultés et moyens de les braver, une jeune mère témoigne de son activité actuelle, gagnant enfin un revenu, son fils endormi sur l'épaule. Le projet en toile de fond porte bien son nom : « Fuerza Joven » (Force aux jeunes).

S'exprimer haut et fort dans des espaces dédiés

« Ce qui me manque peut-être en Suisse, par rapport à ici, ce sont ces espaces où l'on peut parler des besoins, ces espaces de participation », expliquait Carlo Sommaruga en Bolivie. Alors même que dans le pays les espaces démocratiques se restreignent, nous découvrons au fil des rencontres des endroits où il est permis de revendiquer, d'exprimer les besoins, les changements voulus : se faire entendre haut et fort. Dans le cadre du projet « Une vie digne sans violence » par exemple, des jeunes militant·e·s, des femmes et des hommes plus âgé·e·s de tout le pays abordent durant quelques jours les violences dont sept femmes sur dix sont victimes en Bolivie. L'occasion pour un moment de partage d'expériences : celles d'une mère de cinq enfants, confrontée à un mari alcoolique parti du jour au lendemain ou celles de jeunes femmes qui développent un projet pour lutter contre les stéréotypes de genre au sein de leur université.

Les projets répondent aux enjeux actuels

Chaque projet se consacre à un défi de la population et du pays : réduire la déforestation en promouvant par exemple l'utilisation durable de produits de la forêt par les communautés locales, permettre à des jeunes de trouver leur place au sein de la société grâce à l'art,

accompagner les organisations de la société civile pour renforcer leurs compétences ou encore créer des réseaux de communication pour sensibiliser et informer. Tous ces projets sont interconnectés, imbriqués. Ici, plus de bénéficiaires, mais des actrices et des acteurs de changement.

Comment expliquer ces succès ? Une hypothèse : sur place une équipe engagée, connectée, confrontée elle aussi à une réalité intransigeante. Une équipe qui a marqué Carlo Sommaruga : « C'est quelque chose d'extraordinaire de voir des personnes qui ont entre 22 ans et 65 ans travailler ensemble avec une énergie positive et une volonté de partager les valeurs et de faire, d'accompagner le changement social dans un espace aux multiples défis. » Solidar Suiza dispose des outils nécessaires pour affronter les obstacles des trente prochaines années.

Ruth Noemi Cadima Balderrama explique comment elle affronte les défis d'être une très jeune mère.





PAS DE RETOUR EN ARRIÈRE SUR L'ÉGALITÉ MALGRÉ LA GUERRE !

Svitlana Dubyna est directrice de l'organisation partenaire de Solidar VIS à Vinnytsia, en Ukraine. Son travail sur fond de guerre est marqué par son engagement contre la violence et la discrimination fondées sur le genre.

Texte : Katja Schurter, rédactrice de Solidarité, photo aimablement mise à disposition

Il y a treize ans, Svitlana Dubyna a créé l'ONG VIS à Vinnytsia. Son souhait était de lutter contre la violation des droits des femmes et les stéréotypes de genre, très répandus dans le pays : « Ils dénigrent les femmes, enfreignent leurs droits humains et font de grands dégâts », explique-t-elle. VIS a mené des campagnes contre la discrimination et expliqué aux jeunes le problème des rôles traditionnels. « Nous collaborons avec des organisations pour personnes LGBTQI+, car les personnes qui ne répondent pas aux normes de genre sont fortement discriminées en Ukraine. »

Depuis le début de la guerre dans l'est de l'Ukraine en 2014, VIS soutient les personnes déplacées internes et les intègre dans son travail. « Quelques femmes ont fondé leur propre organisation qui soutient à son tour les personnes déplacées », explique Svitlana Dubyna. « Notre équipe est aussi composée à moitié de personnes déplacées. »

Arrivées nombreuses, épuisement croissant

Quand la Russie a attaqué l'Ukraine, plus de 180 000 personnes sont arrivées à Vinnytsia, une ville de

380 000 habitant-e-s. Si beaucoup ont poursuivi leur route vers l'ouest, d'autres sont restées.

La plupart des personnes déplacées à l'intérieur du pays, dont plus de trois quarts de femmes, souvent avec enfants, viennent de la ville. Il y a peu d'emplois pour elles en région rurale. « Nous les aidons à devenir indépendantes en ouvrant leur petite entreprise », explique Svitlana Dubyna. Comme la pénurie d'emplois engendre aussi des tensions, le grand mouvement de solidarité du début de la guerre a fini par se tasser.

Une société traumatisée

Les personnes déplacées et la population locale sont souvent traumatisées par l'exil, les offensives aériennes, les sirènes. L'an dernier, 26 personnes sont mortes et au moins 200 ont été blessées à Vinnytsia. Outre le logement et l'aide financière, VIS focalise son travail sur l'assistance psychosociale. « En Ukraine, tu passes pour un fou si tu vas voir une ou un psychologue. Ce n'est pas facile de convaincre les gens que ce n'est pas quelque

Svitlana Dubyna s'engage pour que les personnes déplacées participent activement à la société de Vinnytsia.

chose de mal», raconte Svitlana Dubyna. Un autre défi : la plupart des donateurs·trices ne veulent soutenir que la population déplacée. « Je suis heureuse que Solidar Suisse trouve aussi important d'intégrer la population locale. Notre équipe est soutenue. » Selon elle, l'une de ses principales missions en tant que directrice est de prévenir le burn-out des 13 membres de son personnel.

Pour elle, l'un des plus grands défis, au-delà de la sécurité, tient au manque de ressources nécessaires pour aider tout le monde. « Grâce à Solidar, nous avons tout de même pu étendre notre soutien aux zones rurales autour de Vinnytsia et apporter une aide financière. »

Violence liée au genre

Svitlana Dubyna craint une montée de la violence liée au genre sous l'effet de la militarisation de la société. « On parle peu de la violence. Les hommes sont érigés en héros parce qu'ils se battent contre les Russes. La violence est souvent excusée par le traumatisme qu'ils ont subi. »

Il lui importe d'empêcher le recul sur les questions d'égalité qu'on observe souvent après une guerre. VIS se prépare donc à l'après-guerre : « Les ex-soldats auront besoin d'un soutien psychosocial pour ne pas devenir des agresseurs. » L'entente entre les personnes qui sont restées et celles qui reviennent constitue à ses yeux un autre défi : « Les gens auront vécu dans des mondes différents et il n'est pas simple de comprendre et de respecter l'expérience de l'autre. » Son rêve personnel : « Ne plus avoir à courir nous mettre à l'abri et craindre d'apprendre, dès que le téléphone sonne, qu'un être cher ne reviendra plus jamais. »

Carlo Sommaruga
Président de Solidar



Les personnes réfugiées ne doivent pas être en concurrence

En Ukraine, la guerre d'agression menée par la Russie a contraint plus de 11 millions de personnes à quitter leur foyer, souvent à la hâte. Près de la moitié d'entre elles ont trouvé refuge dans une autre région du pays.

Le témoignage de Svitlana Dubyna, directrice de l'organisation partenaire de Solidar Suisse VIS, me touche beaucoup. Sa ville, Vinnitsya, compte presque autant d'habitant·e·s que Zurich, et soudain, 160 000 personnes réfugiées sont arrivées, dont les trois quarts étaient des femmes avec des enfants. Toutes ces personnes ont été soutenues, quelle solidarité ! Mais Vinnitsya ne peut pas s'en sortir seule. C'est pourquoi, Solidar Suisse soutient les projets de VIS en faveur des personnes déplacées internes. La Suisse se montre également solidaire avec l'Ukraine et prévoit de prélever les fonds nécessaires à l'aide humanitaire et à la reconstruction dans les années à venir sur le budget de la coopération internationale, c'est-à-dire de les retirer des fonds qui devraient profiter aux personnes les plus pauvres en Afrique et en Asie notamment.

La Suisse alloue 1,5 milliard de francs à l'Ukraine et le Burkina Faso reçoit moins d'un dixième de ce montant, soit 120 millions de francs, selon le budget actuel pour la même période. Pourtant, il compte parmi les 15 pays les plus pauvres au monde et plus de 2 millions de personnes sont déplacées en raison de conflits armés à l'intérieur du pays. Il est essentiel que la Suisse soit solidaire, mais des fonds supplémentaires pour l'aide humanitaire et à la reconstruction en Ukraine doivent être mis à disposition et non déduits de l'aide aux personnes en détresse. Toute autre solution est indigne de l'un des pays les plus riches au monde, qui se prévaut de sa tradition humanitaire.



Table ronde sur les violences sexuelles de guerre

Svitlana Dubyna abordera son travail contre les violences envers les femmes en Ukraine lors d'une table ronde de Solidar. Elle échangera avec Maria Zemp, conseillère spécialisée en traumatismes et formatrice internationale, et Vera Haag, responsable Aide humanitaire chez Solidar. Dans le cadre de la campagne « 16 jours contre la violence », 30 novembre, 19 h 30, Volkshaus Zurich.

		6			7	8		
			2	4				
	3	9				4		2
7				5				
		1	8		9	5		
				3				8
5		8				2	4	
				9	2			
		3	4			6		

LE SUDOKU DE SOLIDAR

Complétez les cases vides avec les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre ne peut figurer qu'une seule fois sur chaque ligne, dans chaque colonne et dans chacun des carrés de 3x3 cases.

La solution se trouve dans les cases grises lues horizontalement, selon la clé suivante:

1=N, 2=E, 3=M, 4=S, 5=C, 6=O, 7=R, 8=U

Envoyez la solution à Solidar Suisse sur une carte postale ou par courrier à contact@solidar.ch, objet « sudoku »

1^{er} prix Un sac du Salvador

2^e prix Un porte-monnaie du Women Crisis Center au Cambodge

3^e prix Un marque-page en argent de Bolivie

La date limite d'envoi est le 15 décembre 2023. Le nom des gagnant-e-s sera publié dans le Solidarité 1/2024. Aucune correspondance ne sera échangée concernant ce concours. Tout recours juridique est exclu. Les collaborateurs-trices de Solidar Suisse ne peuvent pas participer au concours.

La solution du concours paru dans le Solidarité 3/2023 était « Perspectives ». Hans Jörg Bachmann de Hinterkappelen a gagné un t-shirt de la rencontre des femmes pour la vie du Salvador, Christof Arthus de Chexbres une pochette du Women Crisis Center au Cambodge et Regula Brassel de Berne une serviette du Réseau contre la violence au Salvador.

Solution :

LE COURRIER

Palmarès des communes solidaires
Le Courrier, 29.8.2023

Bien que la problématique de la responsabilité sociale soit de plus en plus prise en compte lors d'achats publics, « un potentiel d'amélioration est bien présent », note Solidar Suisse. En effet, seules 20 communes sur 97 obtiennent plus de la moitié des points, tandis que 11 communes n'obtiennent aucun point.

Une cérémonie a eu lieu jeudi soir à Lausanne pour récompenser les 10 communes les plus solidaires de chaque région linguistique. Côté romand, il s'agissait, dans l'ordre, de Lausanne, Meyrin, Montreux, Carouge, Fribourg, Moutier, Renens, Plan-les-Ouates, Nyon et Genève. La démarche de « rating » de Solidar a pour but de sensibiliser les pouvoirs publics à leurs responsabilités en matière de respect des droits des travailleurs et des travailleuses et de leur impact écologique.

Le Quotidien JURASSIEN

Moutier distinguée à Lausanne
Le Quotidien Jurassien, 25.8.2023

Les résultats de la cinquième édition du classement des communes par Solidar Suisse se veulent encourageants. Ce sont au total 13 communes romandes qui se classent parmi le top 20 des plus solidaires en Suisse.

Et Moutier en fait partie. Sur les 97 communes qui ont participé, la ville se place à la sixième position du top 10 romand et est la seule ville romande de moins de 10 000 habitants à se hisser parmi les 20 meilleures communes et villes au niveau national, à la 12^e place. La commune, qui, selon le maire Marcel Winistoerfer, respecte une politique d'achat durable et qui offre des aides humanitaires dans le développement au Burundi et en Roumanie depuis longtemps, se classe juste derrière Lausanne, Meyrin, Montreux, Carouge et Fribourg.

watson

Voici les communes les plus «solidaires» de Suisse
Watson, 24.8.2023

Pas moins de 97 communes ont participé à ce classement évaluant leur responsabilité globale au regard de leur pouvoir d'achat. « Avec un montant de 16 milliards de francs, les communes suisses exercent une influence directe sur les chaînes de production mondiales et les conditions des travailleurs et des travailleuses », a relevé l'ONG Solidar Suisse dans un communiqué.

L'évaluation se fonde sur un questionnaire rempli par les communes, portant notamment sur l'existence ou non de directives comprenant des critères sociaux et écologiques, l'organisation des achats durables, la transparence, ainsi que les contributions aux projets de coopération au développement. Avec 63 points sur 70, Zurich remporte la première place. La capitale économique est suivie par Lausanne (61 points), Illnau-Effretikon (57), Berne (56) et Bâle (55).

S'ENGAGER

Luttez avec nous pour un monde équitable. Il existe de nombreuses possibilités, à petite ou à grande échelle. Voici quelques exemples concrets.

Quiz sur les personnes en exil

Quel pays a accueilli et reconnu le plus grand nombre de personnes réfugiées ? Dans quel pays européen y a-t-il le plus de personnes requérantes d'asile par rapport à la population ? Combien de fois la loi suisse sur l'asile a-t-elle été durcie ? Testez vos connaissances sur l'accueil réservé aux personnes réfugiées en Suisse et ailleurs.



VERS LE QUIZ
solidar.ch/fr/quiz

Soutenez les personnes en exil

Solidar Suisse aide les personnes qui ont dû fuir les conflits et les catastrophes à surmonter les multiples défis auxquels elles sont confrontées, que ce soit dans le plus grand camp de personnes réfugiées au Bangladesh, lors d'une visite d'école au Pakistan, en Ukraine ou dans leur quête de perspectives en Bosnie. Un grand merci pour votre don !



DONS
solidar.ch/fr/migrant-e-s

Consommation responsable des produits électroniques

Si aucune marque n'est vraiment digne de confiance, il existe en revanche des façons d'opter pour une consommation plus durable. Gardez votre smartphone plus longtemps, réparez-le ou recyclez-le, achetez un appareil reconditionné plutôt que le dernier iPhone, privilégiez les marques durables comme Fairphone ou Shiftphone, enquêtez-vous des conditions de production en magasin ou en ligne, et signez notre pétition.



PARTICIPER
solidar.ch

ENSEMBLE

IMPRESSUM

Éditeur Solidar Suisse, Quellenstrasse 31, 8005 Zurich, tél. 021 601 21 61, e-mail : contact@solidar.ch, www.solidar.ch
IBAN : CH49 0900 0000 1001 4739 9
Membre du réseau européen Solidar
Rédaction Katja Schurter (rédactrice responsable), Christian von Allmen, Benjamin Gross, Sylvie Kipfer, Cyrill Rogger

Layout artischock.net
Traduction Katja Schurter, alingui
Correction Jeannine Horni, Catherine Vallat
Impression et expédition Mattenbach AG, Technoramstrasse 19, 8404 Winterthur
Paraît quatre fois par an. Tirage : 37 000 ex. Le prix de l'abonnement est compris dans la

cotisation (membres individuels 70.– par an minimum, organisations 250.– minimum). Imprimé sur papier recyclé et respectueux de l'environnement.

Dernière page Signez notre pétition pour des conditions de travail décentes dans le secteur électronique. Image : Spinax Civil Voices

TEMO
CERTIFIÉ
VOTRE DON EN
BONNES MAINS.

MERCI!


*****CK**
FRIDAY
PÉTITION

Le secteur électronique doit assumer ses responsabilités !

Ordinateur, téléphone ou écran plat : la plupart des appareils électroniques que nous achetons en Suisse sont fabriqués en Chine. Une récente étude de Solidar Suisse montre qu'ils le sont toutefois au prix de bas salaires et d'heures supplémentaires démesurées. Les enseignes suisses comme Digitec, Brack ou Interdiscount font peu pour garantir que les produits vendus ne sont pas fabriqués dans des conditions d'exploitation. Nous les appelons donc à assurer la transparence et à veiller à des conditions de travail décentes dans leur chaîne d'approvisionnement. Signez notre pétition !



solidar.ch